



Luxembourg, le 4 décembre 2020

Comité interministériel pour la coopération au développement

Réunion virtuelle du 9 octobre 2020

Compte-Rendu

Présences

Délégués

Manuel TONNAR	Président, Ministère des Affaires étrangères et européennes, Direction de la Coopération et de l'Action humanitaire	<input checked="" type="checkbox"/>
Patrick HEMMER	Ministère d'Etat	<input checked="" type="checkbox"/>
Claude FABER	Ministère d'Etat (suppléant)	exc.
Christophe SCHILTZ	Ministère des Affaires étrangères et européennes, Direction de la Coopération et de l'Action humanitaire	<input checked="" type="checkbox"/>
Cathy WELTER	Ministère des Affaires étrangères et européennes, Direction politique	<input checked="" type="checkbox"/>
Tom KOELLER	Ministère des Affaires étrangères et européennes, Direction de la Défense	<input checked="" type="checkbox"/>
Roland REILAND	Ministère des Affaires étrangères et européennes, Direction de la Défense	<input checked="" type="checkbox"/>
Alain BLISS	Ministère des Affaires étrangères et européennes, Direction de l'Immigration et de l'Asile	
Christine HEERZELE	Ministère de l'Agriculture, la Viticulture et du Développement rural	<input checked="" type="checkbox"/>
Pierre TREINEN	Directeur du Service d'Economie rurale	
Barbara ZECHES	Ministère de la Culture	exc.
	Ministère de la Digitalisation	
Daniel DA CRUZ	Ministère de l'Economie (y compris pour DG Tourisme et DG Classes moyennes)	<input checked="" type="checkbox"/>
Alex FOLSCHIED	Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse	exc.
Claude SEVENIG	Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse	exc.
Ralph KASS	Ministère de l'égalité entre les femmes et les hommes	
Christopher WITRY	Ministère de l'égalité entre les femmes et les hommes	<input checked="" type="checkbox"/>
Carlos GUEDES	Ministère de l'Energie et de l'Aménagement du territoire	exc.
Frederick-Christoph RICHTERS	Ministère de l'Energie et de l'Aménagement du territoire	exc.
Romain MARTIN	Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche	<input checked="" type="checkbox"/>

Léon DIEDERICH	Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche	
Georges GEHL	Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable	
Marguy KOHNEN	Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable	<input checked="" type="checkbox"/>
Sébastien KIEFFER	Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable	<input checked="" type="checkbox"/>
Gilles ROD	Ministère de la Famille, de l'Intégration et de la Grande Région	<input checked="" type="checkbox"/>
Emma WALDRON	Ministère de la Famille, de l'Intégration et de la Grande Région	exc.
Georges HEINEN	Ministère des Finances	<input checked="" type="checkbox"/>
Miguel MARQUES	Ministère des Finances	exc.
Raymond BAUSCH	Ministère des Finances, Inspection générale des finances	exc.
Fabien SIMON	Ministère des Finances, Inspection générale des finances	<input checked="" type="checkbox"/>
Bob GENGLER	Ministère de la Fonction publique	exc.
Romain SCHLIM	Ministère de la Fonction publique	exc.
Pol HENROTTE	Ministère de l'Intérieur	<input checked="" type="checkbox"/>
Patricia VILAR	Ministère de l'Intérieur	exc.
Dina RAMCILOVIC	Ministère de la Justice	<input checked="" type="checkbox"/>
Tom HANSEN	Ministère de la Justice	
	Ministère du Logement	
Gilbert SCHMIT	Ministère de la Mobilité et des Travaux publics	
Paul EILENBECKER	Ministère de la Mobilité et des Travaux publics	
Jeannette MUELLER	Ministère de la Protection des consommateurs	<input checked="" type="checkbox"/>
Nadia DJEBBAR	Ministère de la Protection des consommateurs	exc.
Noémie MAROCHI-FEYDER	Ministère de la Santé	
Claire ANGELSBURG	Ministère de la Santé	
Isabelle WELTER	Ministère de la sécurité intérieure	
Sarah HARIK	Ministère de la sécurité intérieure	exc.
Nathalie WEBER	Ministère de la Sécurité sociale	
Pascale SPELTZ	Ministère de la Sécurité sociale	<input checked="" type="checkbox"/>
Carlo HASTERT	Ministère des Sports	exc.
Christophe BESTGEN	Ministère des Sports	
Maggy HUESSEIN	Ministère des Sports	
Nadine WELTER	Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire	

Autres participants

Marie-Anne MARX	Ministère des Affaires étrangères et européennes, Direction de la Coopération et de l'Action humanitaire, Directrice adjointe
Thomas LAMMAR	Ministère des Affaires étrangères et européennes, Direction de la Coopération et de l'Action humanitaire, Desk finance inclusive, D4D et secteur privé
Nicolas PIERRE	Secrétaire du Comité interministériel pour la coopération au développement, Ministère des Affaires étrangères et européennes, Direction de la Coopération et de l'Action humanitaire

Ernstine KORNELIS	Ministère des Affaires étrangères et européennes, Direction de la Coopération et de l'Action humanitaire, Desk UE
-------------------	---

1. Approbation de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Le Président du Comité rappelle qu'il s'agit de la troisième réunion du Comité interministériel pour la coopération au développement (CID) de l'année 2020 qui se tient sous forme virtuelle, celui de février étant le dernier CID ayant eu lieu en présentiel. Il s'excuse également du fait que les comptes-rendus des réunions n'aient pas encore été circulés et prie les délégués du comité d'excuser ce retard encouru dû à une charge de travail particulièrement élevée en raison du Covid-19. Il est proposé de procéder par procédure écrite pour leur adoption, une fois ces documents disponibles.

2. Briefing sur les activités phares récentes de la Coopération luxembourgeoise

Le Président du Comité passe en revue les activités phares de la Coopération luxembourgeoise (CL) depuis la dernière réunion du CID :

- [La CL a rejoint l'IITA](#) (Initiative internationale pour la transparence de l'aide, *IATI – International Aid Transparency Initiative*) en juin. L'adhésion à l'IITA aura un impact important sur le *reporting* de la CL et de tous ses partenaires en matière d'aide publique au développement (APD) et contribuera à des données plus transparentes et accessibles, améliorant également les statistiques de la CL. La Direction de la Coopération travaille de concert avec le CTIE pour implémenter un important nouveau système d'informations intégré avec une base de données.
- Début juillet, [le Luxembourg a signé son cinquième Programme indicatif de coopération \(PIC\) avec le Cap-Vert](#), un exemple de la nouvelle génération de PIC qui traduit l'approche-pays détaillée dans le programme gouvernemental. Pour le Cap-Vert, ce nouveau PIC s'articule autour des axes Développement- Climat-Energie. Le président rappelle dans ce cadre la visite conjointe des ministres Turmes, Dieschbourg et Fayot au Cap-Vert.
- En juillet eut lieu la [douzième Commission de partenariat entre le Burkina Faso et le Luxembourg](#). Dans ce contexte, le Président rappelle la revue à mi-parcours du PIC en cours au Burkina Faso dont la mise en œuvre s'inscrit dans une situation sécuritaire dégradante, avec pour conséquence une augmentation de l'axe humanitaire.
- Début août, [la CL apporte son soutien au Liban](#) suite à l'explosion à Beyrouth. L'aide sur le terrain fut rapidement mobilisée, et un membre de la CL s'est rendu sur place dans le cadre de l'UNDAC. Via le fonds CERF, la CL contribue 5 MEUR par an pour réagir de manière rapide et concertée aux catastrophes et urgences.
- Concernant la [coopération avec le Niger](#), un dialogue politique de haut niveau a permis de formaliser la prolongation du troisième PIC (extension d'une année avec une enveloppe additionnelle de 16,5 MEUR).
- Fin septembre, la Présidence allemande du Conseil de l'UE a invité à une [réunion informelle des ministres européens en charge du développement](#), auquel le ministre Fayot a participé. Ce fut l'occasion d'échanger sur la coordination des EMUE face à la pandémie Covid-19, notamment avec le Directeur du Programme alimentaire mondial (PAM), David Beasley.
- Début octobre [un programme pour renforcer la résilience des petits exploitants agricoles du Sud via la finance innovante a été lancé](#) ensemble avec la Suisse, le *Smallholder Safety Net Upscaling*

Programme (SSNUP). L'association ADA travaillera avec Luxdev pour fournir de l'assistance technique à des exploitants agricoles du type PME, afin que celles-ci puissent porter à l'échelle leurs activités. Ainsi, le programme se situe entre les programmes destinés aux petits exploitants et ceux qui sont déjà capables de se positionner pour les financements des grands fonds d'investissement. LU construit ainsi sur son expertise de longue date dans le domaine des microcrédits pour mobiliser davantage de fonds privés pour le développement.

- Début octobre, [inauguration du premier bureau européen de l'Alliance for financial inclusion \(AFI\) à Luxembourg](#), en présence des ministres Fayot et Gramegna. L'ALFI réunit banques centrales et régulateurs, et un atelier conjoint au sujet de la cybersécurité et les investissements verts avec plus de 500 participants fut organisé, en présence entre autres de la ministre Dieschbourg. Dans ce cadre, la déléguée du MECDD salue l'approche pangouvernementale autour de l'événement qui contribue à la mise en œuvre de l'Agenda2030 avec ses objectifs à la fois sociaux, économiques et environnementaux et informe sur un événement de *peer learning* organisé ensemble avec le *European Network for Sustainable Development* (ESDN) fin novembre ou début décembre au sujet de la finance durable. Le délégué du ministère des Finances salue également l'installation de l'AFI au LU et souligne l'importance de la régulation pour assurer l'impact et l'efficacité dans le domaine des microfinances. Il encourage le travail avec Luxflag et informe sur le *Sustainable Finance Forum* les 27 et 29 octobre, organisé par *Luxembourg for Finance*, avec pour orateurs entre autres M. Ban Ki Moon ou le CEO du *Green Climate Fund*. Des informations au sujet de ces deux événements furent circulés aux délégués du CID en amont de la réunion.

Le Président du Comité revient également au putsch au Mali, événement qui a postposé la signature du nouveau PIC. Le personnel LU sur place ne fut pas en danger, et la transition vers un gouvernement démocratiquement élu s'annonce pacifique et aura une durée de 18 mois. LU surveille la situation, tout comme la levée graduelle des sanctions par la CEDEAO afin de définir sa position par rapport au Mali, où LU a également augmenté récemment son engagement en matière de Défense.

[Le rapport annuel 2019 de la CL](#) a pris du retard dû au Covid, mais sera mis en ligne encore avant la déclaration du ministre de la coopération à la Chambre des Députés en date du 20 octobre.

Le Président clôt ce point d'actualité en donnant un bref aperçu des événements à venir (déclaration à la CHD, revue à mi-parcours de la CL par le Comité d'aide au développement de l'OCDE fin novembre, et le 27/11 la dernière réunion du CID pour 2019, facilité comme il est de coutume par le Cercle des ONGD).

Concernant la composition du CID, le président accueille les nouveaux membres suivants : MAEE/D1 – Mme Cathy Welter ; MAEE/D7 – MM. Köller et Reiland ; Min. Mobilité et Travaux publics : M. Paul Eilenbecker ; MEGA – M. Christopher Witry.

Il serait également important que les ministères tiennent le Secrétariat du CID informés de la nomination des délégués au CID et de leurs suppléants et de changements éventuels.

Finalement, le Président rappelle les obligations des délégués en matière de protection des données (suppression de courriels), tout particulièrement en ce qui concerne les courriels en lien avec les coopérants, qui contiennent des données personnelles.

3. Point d'information sur la mise en œuvre de l'approche « Team Europe » de l'Union européenne

Le Desk UE de la Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire donne un bref aperçu des dernières évolutions de la réponse à la pandémie Covid-19 de l'Union européenne :

Team Europe est le cadre européen unique pour [la réponse externe à la crise du Covid-19](#) afin de faire face à la crise sanitaire immédiate et aux besoins humanitaires dans les pays partenaires, ainsi qu'à l'impact structurel à plus long terme sur les sociétés et les économies de ces pays. Le concept s'est étendu par la suite et est en train d'évoluer vers une approche commune des EMUE dans les pays partenaires de l'UE. Depuis son lancement en avril 2020, le « Team Europe » a mobilisé 37 milliards d'euros : 12 milliards via les EMUE, 14 milliards via l'UE, 7 milliards via la BEI et 4 milliards via la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement, avec son siège à Londres). Le Luxembourg a contribué 65.88 MEUR à la réponse Covid-19 (état du 24/09/2020).

Les priorités politiques du Team Europe sont : 1) L'aide d'urgence et l'aide humanitaire ; 2) L'appui à la santé de base, l'eau et l'assainissement et les systèmes de nutrition ; 3) L'appui à la reprise socio-économique. Les valeurs qui guident l'approche sont la solidarité européenne avec les pays partenaires et la détermination de l'Europe à exercer un leadership mondial pour une reprise durable. C'est sur les thèmes de la durabilité et l'innovation que se jouent les liens avec le *Green Deal*, les Objectifs du développement durable (ODD) et le principe du *Build Back Better*.

Le Desk UE note un élan très considérable émanant de la Commission et du Service extérieur de vouloir affirmer le rôle de l'Union européenne sur la scène mondiale en matière de poids géopolitique – l'UE étant le bailleur le plus important en Afrique. La COM rechercherait activement des synergies pour promouvoir cette approche dans les enceintes multilatérales. Il en résulterait une dynamique favorable pour les exercices de programmation conjointe sur le terrain – qui serait non sans difficultés avec la nouvelle approche, mais il conviendrait de tirer parti de cet élan pour renforcer l'approche multi-acteurs qui est propre au Luxembourg (et qu'elle pratiquerait depuis une dizaine d'années déjà tout particulièrement au Sahel, par exemple). Il serait intéressant de voir à quel degré la programmation conjointe (PI) sur le terrain ira de pair avec un véritable dialogue politique conjoint.

Il s'agirait, pour le Team Europe en général, surtout de financements qui proviendraient de fonds et de programmes existants. Le grand défi serait la mobilisation de *fresh money*, et c'est ici que la mobilisation de fonds privés s'avérerait décisive. Dans ce contexte, il conviendrait de noter que les « Team Europe Initiatives », qui sont la concrétisation de cette approche « Team Europe », des programmes de coopération pluriannuels de l'UE avec les pays partenaires, seront au cœur de la programmation pour les années à venir et seront aussi couplées au [NDICI – le Neighbourhood, Development and International Cooperation Instrument](#) – donc le nouvel instrument financier pour le développement et le voisinage, qui deviendrait (en principe) opérationnel avec le prochain cadre financier pluriannuel.

De manière générale, LU se serait aligné sur l'approche et salue surtout la nouvelle dynamique qu'elle génère pour la programmation conjointe mais aussi sur le plan politique. Il conviendrait de rester attentif et proactif envers d'éventuelles opportunités et en même temps vigilant en ce qui concernerait la visibilité pour LU.

4. Présentation d'une proposition de document d'orientation sur la finance innovante et le secteur privé au service du développement

Le Desk finance inclusive, secteur privé et D4D (*Digital for development*) donne un aperçu des travaux en cours au sujet de la finance innovante et du secteur privé au service du développement, pour laquelle la base normative repose, pour le volet national, sur le programme gouvernemental 2018-2023, la stratégie

générale de la CL « En route pour 2030 », le plan national pour le développement durable (PNDD) et la loi sur la coopération au développement, et, pour le volet international, l'Agenda 2030 avec les Objectifs de développement durable (ODD), la devise du *Leave no one behind*, le *Addis Abeba Action Agenda* (AAAA) et les principes directeurs de l'OCDE et de l'UE.

L'approche s'aligne pleinement par rapport aux thématiques prioritaires de la CL. Ainsi, la finance inclusive et le développement du secteur privé ne sont pas des fins en soi, mais des leviers puissants, surtout vu dans le contexte de l'expertise que peut apporter la place financière LU.

L'approche s'articule ainsi autour de quatre objectifs spécifiques :

- Accès aux financements agricoles responsables, aux marchés et aux pratiques innovantes pour les petits agriculteurs
- Accès à des informations adéquates et opportunités de financement pour les micro- et petits entrepreneurs, en particulier les jeunes
- Les femmes ont accès à des ressources favorisant leur croissance économique, leur prise de décision et leur autonomisation
- Les micro-, petites et moyennes entreprises (MPME) et leurs fournisseurs de services financiers (PSF) résistent aux chocs environnementaux et économiques

LU privilégierait les partenariats multi acteurs, rassemblant des acteurs de la place financière et de son écosystème, le secteur privé, des ONG, des agences multilatérales et agences de labellisation ou encore des régulateurs, LuxDevelopment, l'université du Luxembourg ou encore des administrations publiques. Les projets sont mis en œuvre dans les 7 pays partenaires de la CL (avec un focus sur l'Afrique de l'Ouest) mais aussi dans des pays ou régions avec un fort potentiel d'impact.

Concernant les aspects stratégiques et les types d'intervention, la CL voit le numérique comme outil puissant qui peut agir comme catalyseur pour faire avancer l'inclusion financière et le développement du secteur privé sur place. La CL compte aussi renforcer les chaînes de valeur, avec une attention particulière sur l'agriculture durable. Ainsi, la CL vise à promouvoir et à soutenir des partenariats, approches et instruments innovants partout où elle pourra bâtir sur un avantage comparatif particulier (notamment les domaines des TIC, télémédecine, fintech, cybersécurité, et autres) via l'assistance technique, le renforcement des capacités, des instruments financiers innovants ou encore par la recherche.

Comme exemples récents furent cités le fonds de la BEI pour l'inclusion financière, le BUILD Fund, le SSNUP, l'AFI ou encore le secteur de la cybersécurité en Afrique.

La discussion suivant la présentation a permis au délégué du ministère des finances de se féliciter de la dynamique dans le secteur et de rappeler les activités du ministère des finances en coopération avec les banques multilatérales de développement, tout en soulignant l'opportunité d'un partage des connaissances encore plus prononcé. La déléguée du MECDD rejoint le ministère des finances dans ses propos et soulève le potentiel d'explorer des synergies avec le financement pour le climat dans le contexte général des accords de Paris et de l'Agenda2030. Un exemple étant la plateforme de financement climatique du ministère des finances, du MECDD et de la BEI, qui pourrait être reproduite dans un contexte de développement. Le Président conclut en saluant la volonté d'approfondir ces synergies, notamment avec la *Luxembourg Sustainable Finance Strategy* (LSFS), soulignant qu'un développement véritablement durable devra inclure les dimensions sociales et environnementales.

5. Divers

Les membres du Comité se sont félicités de l'annonce du prix Nobel de la paix pour le Programme alimentaire mondial (PAM), partenaire privilégié de longue date du LU.

Personne de contact : E. Kornelis (247-82373)